

<http://ugtg.org/spip.php?article757>



LKP - En mémoire et en respect de Jacques BINO, renforçons et amplifions la mobilisation et la solidarité



- Dossier spécial LKP - Expressions -

Date de mise en ligne dimanche 22 février 2009

Date de parution 23 février 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Un peuple en lutte contre toutes les exploitations

**Des travailleurs, des jeunes, des retraités, des créateurs
en mouvement pour une Guadeloupe plus juste.**

Population de Guadeloupe, voilà déjà 5 semaines que des dizaines de milliers de guadeloupéens sont dans les rues pour dénoncer les pwofitasyon dont ils sont victimes du fait tant du système colonial qui a encore cours en Guadeloupe, que des pouvoirs octroyés à la puissance patronale, que de la lâcheté et de la soumission de la représentation politique.

Il fallait en effet tôt ou tard dire « Awa », dire non !

- ▶ Non au chômage qui frappe plus de 30 % de la population active, soit 50 000 hommes et femmes.
- ▶ Non à la précarité, à la misère qui assaille plus de 60 000 foyers
- ▶ Non à l'exclusion, à la discrimination à l'embauche qui interdit aux jeunes, principale composante de la population (plus de 40 % de la population est âgée de moins de 25 ans) tout projet de vie
- ▶ Non à l'échec scolaire qui jette près de 1000 jeunes chaque année dans les rues sans qualification
- ▶ Non au hold up économique organisé par des importateurs distributeurs, par des affairistes avec le soutien politique et l'aide financière de l'Etat, qui pratiquent des prix de services (électricité, carburant, transport, gaz, loyer) et de produits de première nécessité inaccessibles aux ménages petits et moyens.
- ▶ Non à l'empoisonnement des terres agricoles, aux spéculations foncières et immobilières, à la disparition de la production locale qui autorise l'importation de plus 80 % de ce qui est consommé sur place.
- ▶ Non à la taxation, aux impôts excessifs des collectivités et de l'Etat, et aux marges exorbitantes des commerçants **agoulou** et des établissements financiers.
- ▶ Non à l'accaparement de toutes les richesses produites par **on ti pilo fanmi**.
- ▶ Non au chantage au licenciement et à la répression anti-syndicale qui voudraient imposer à plus de 60000 salariés de ne se contenter que de 1000 euro net mensuel de salaire sous prétexte de la crise, du réalisme, et de **l'amour pour la Guadeloupe**.
- ▶ Non à la destruction du patrimoine écologique, non à la délinquance environnementale.

Depuis le 16 décembre, LIYANNAJ KONT PWOFITASYON, véritable fédération de 48 organisations d'origines diverses, syndicats, associations, organisations politiques, culturelles, de consommateurs a décidé de fédérer les mécontentements et les revendications de tout un peuple et de les porter au plus haut.

LIYANNAJ KONT PWOFITASYON (L.K.P.) a su ainsi donner de la voix aux sans voix et donner de la dimension à toutes les voix.

Aujourd'hui, malgré des dizaines de milliers de manifestants fiers, dignes et solidaires dans les rues, malgré des heures et des heures de négociation, après l'assassinat du militant syndicaliste de la CGTG et militant culturel de AKIYO, **Jacques BINO**, le gouvernement français, les patrons de Guadeloupe refusent toujours de satisfaire les justes revendications et aspirations du Peuple. Le Président N. SARKOZY préférant noyer nos revendications dans une formule magique « Assemblée Unique, Evolution statutaire ». **Ce n'est pas là la revendication du LKP.**

Pour mettre un terme au conflit, ils ne proposent que des mesures de portée générale (RSA, prime exceptionnelle de 1500 euro maximum par an exonérée de charges, ...), mais n'entendent pas réformer leur système inique. En clair, le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation familiale payée par la CAF, destinée aux familles à bas revenus ; le RSA est le petit frère du RMI et de l'Allocation parent isolé (API), **alokasyon fanm sel**. Le RSA n'est donc pas un salaire mais une prestation sociale basée sur la situation familiale et non sur la rétribution du travail. Ainsi par exemple pour une même qualification et un même travail, deux salariés avec une situation familiale différente percevront un salaire différent.

La fameuse prime exceptionnelle de 1500 euro est une prime prévue par la loi du 3 décembre 2008, destinée à donner aux salariés l'illusion d'une participation au bénéfice des entreprises. Ce n'est donc pas non plus une augmentation de salaire. **Yo péké kouyonné nou !**

Les grands patrons et les békés, eux, n'ont proposé lors de la dernière séance de négociations du 20 février 2009 qu'une prime comprise entre 50 et 70 euro. Ils attendent que l'Etat finance entièrement comme il l'a toujours fait l'augmentation de 200 euro réclamée ; en leur octroyant subventions, exonérations et défiscalisations de tous ordres. **C'est inacceptable, inadmissible !**

Pourtant ils déclarent tous avoir perdu depuis le début de la grève des centaines de millions d'euros. Ils n'ont pas évolué depuis 1967, et persistent à dire que **lè nèg ké fen yo ké woupran travay**.

LKP et les travailleurs de Guadeloupe continuent de réclamer 200 euro d'augmentation nette en faveur des salariés du secteur privé, l'application de la garantie individuelle du pouvoir d'achat et du régime indemnitaire pour les salariés des trois fonctions publiques.

Contrairement aux allégations laissant entendre qu'un certain nombre de points auraient été actés, **LKP et le Peuple de Guadeloupe exigent plus que jamais, la poursuite des négociations et la satisfaction de tous les autres points de revendications immédiates** (Baisse des prix - Mise en place d'un moratoire de 4 ans pour la réforme du recrutement des enseignants - Plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes - Règlement de la situation des Transporteurs, des Marins-pêcheurs et des Agriculteurs, des petites Mutuelles - Prise en compte dans la programmation des media de la langue et de la culture Guadeloupéenne - Résolution définitive des conflits en cours - Abandon des poursuites liées au conflit en cours...).

LKP et le Peuple de Guadeloupe continuent de réclamer la transformation des rapports sociaux, le respect de toutes les libertés fondamentales, le droit de vivre et de travailler dignement au pays, en somme l'arrêt de toute pwofitasyon.

LKP appelle à la Solidarité Internationale et invite les Organisations de travailleurs, les Organisations progressistes anticapitalistes et anticolonialistes de France et des dernières colonies de la France à poursuivre et à renforcer leur soutien et leur mobilisation.

La GREVE GENERALE EST MAINTENUE !

Travailleurs et peuple de Guadeloupe, en mémoire et en respect de Jacques BINO, renforçons et amplifions la mobilisation et la solidarité dans toutes les entreprises, dans tous les secteurs, dans les rues, les ronds-points, dans les quartiers, dans nos familles !

Travailleurs et peuple de Guadeloupe, continuons la lutte pour dénoncer et nous opposer à toutes les

répressions : tant celles conduites par la police et la justice à l'encontre de notre jeunesse ; que celles conduites par le patronat en refusant de payer les salaires, en mettant en chômage partiel les travailleurs grévistes et solidaires !

NOU PÉKÉ LAGÉ !

Tous au rendez-vous de négociations du lundi 23 février 2009 à 11 h00 au Port Autonome.
Rassemblement à 08H00 douvan bik la, Lapwent.

L.K.P

Lapwent, le 21.02.09